

*Les crédits*

• (1210)

Le rapport semble bien tenu entre ce qu'ils disent pendant des négociations et leurs intentions réelles en matière de commerce aux États-Unis. En fait, ils nous ont dit très clairement que le programme de mise en valeur était contrôlé par le département du Commerce et qu'ils étaient tout à fait impuissants.

Ce que j'essaie ici de faire comprendre, c'est que le secteur agricole rural du Canada est sérieusement menacé par une catastrophe qui ne sera que l'aboutissement des nombreux programmes du gouvernement conservateur et de ses orientations qui vont dans le sens de la suprématie du marché. Dans tous les exemples que je pourrais vous citer, lorsque le gouvernement a dû prendre une décision, il a favorisé les lois du marché. Les conservateurs ont toujours laissé tomber les agriculteurs en disant: «Rien ne nous engage à vous protéger.»

Aujourd'hui, l'un des pires problèmes des agriculteurs, c'est l'endettement. En fait, on peut résumer en deux mots les problèmes de l'agriculture, ce sont le revenu et l'endettement. Si vos revenus sont insuffisants, vous ne pouvez pas survivre. Si vous laissez grossir votre dette, vient un moment où vous ne pouvez plus faire face aux échéances. Peu importe sous quel angle vous examinez la situation, vous arrivez à la conclusion que vous ne pouvez pas assurer votre sécurité du revenu parce que votre dette est trop élevée. C'est la situation qui existe aujourd'hui au Canada.

Les agriculteurs canadiens ont une dette de 23 milliards de dollars. Le gouvernement a affirmé sur bien des tribunes qu'il s'attaquerait au problème de l'endettement. Qu'a-t-il fait? Dans les Prairies, les institutions financières détiennent maintenant 1,5 million d'acres de terres, dont environ un tiers appartient à la Société du crédit agricole. C'est là où nous en sommes dans nos efforts de règlement du problème de l'endettement. Au lieu de soutenir les agriculteurs, on saisit leur exploitation.

Pourtant, la gestion de l'offre est un système de sécurité solide. C'est un système qui a assuré des revenus suffisants aux agriculteurs participants. Quel est l'avenir de la gestion de l'offre au Canada maintenant? Il n'est guère prometteur car l'insécurité du revenu des agriculteurs et l'accroissement de leur dette entraîneront probablement la disparition des offices de commercialisation. Si le ministre gagne son point en nous dotant d'offices de commercialisation de «seconde génération» comme il les appelle, ces offices seront très certainement fondés sur le principe de la suprématie du marché et non pas sur la

sécurité du revenu des agriculteurs parce que c'est ce principe qui a régi les activités du gouvernement jusqu'ici.

S'il est vrai que nous ne pouvons pas nous dissocier du marché international, rien ne nous empêche de prendre certaines mesures de sécurité. N'oublions pas que l'Accord de libre-échange a permis au gouvernement américain de prendre des mesures qu'il jugeait nécessaires pour pénétrer notre marché ou pour s'assurer que nos produits se vendraient moins cher sur le marché américain.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Y a-t-il des questions ou des commentaires?

**M. Walker:** Monsieur le Président, j'ai beaucoup apprécié l'intervention du député de Saskatoon—Humboldt. Je voudrais poser une question, mais auparavant, je tiens à formuler une observation au sujet de la tendance générale dans les Prairies, tendance dont il est conscient, j'en suis persuadé, et qui consiste pour le gouvernement fédéral à retirer progressivement son appui à la transformation de l'ouest du pays. Nous sommes tous fort attristés par le déclin de l'exploitation agricole familiale et la baisse des revenus agricoles. Cependant, il faut également reconnaître que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer dans l'amélioration du mode de vie dans l'Ouest, par le biais d'autres mesures.

Ainsi, la semaine dernière, j'ai assisté à Brandon à une conférence sur le développement rural. Tous les intervenants se sont plaints du manque d'initiatives dans le cadre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest en matière de planification au niveau des localités. Comme vous le savez, monsieur le Président, en vertu de la structure actuelle, le ministre responsable des céréales—produit extrêmement important dans l'Ouest—est également responsable de la diversification de l'économie de l'Ouest. Les gens de la région sont fort surpris de constater que dans le cadre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest, on ne prévoit pas davantage de crédits, afin d'aider les petites localités à se trouver d'autres façons d'assurer leur avenir. Chose certaine, le nombre important de participants à cette conférence, plus de 300 personnes, montre que les habitants de l'Ouest souhaitent aborder leurs problèmes de façon différente. On ne peut qu'espérer que le gouvernement fédéral jugera bon de modifier son style.

Je pourrais peut-être demander au député qui vient juste d'intervenir au nom de son parti si oui ou non, dans sa conclusion, il a souscrit à notre motion, ou s'il cherchait une autre façon d'aborder la question.